



**2011...**

**C'est demain.  
J'ai ma carte d'électeur.  
Mon passeport pour le changement.**

**"Le Journal qui fait bouger le Cameroun" ■ Numéro 89 - Août 2008**

Directeur de publication : **Pauline BIYONG** ■ Récépissé de déclaration N° 00309 du 05 août 1993

**500 Fcfa**

## **CAMEROUN**

**Une oligarchie vicieuse, pernicieuse, haineuse, égocentrique, destructive et plutocrate tient en otage la République... avec l'argent du contribuable et du pétrole.**

**Mais, à malin, malin et demi.**

**Des malicieux pour certains, truands pour d'autres, ont compris le système. A leur tour, ils font désormais chanter cette oligarchie.**

**La République est en danger**

***"Dis moi qui tu hantes, je te dirais qui tu es."***

# LE CAMEROUN EN OTAGE D'UNE OLIGARCHIE DESTRUCTRICE....

*Qu'une oligarchie s'accapare le pouvoir est déjà, en soi, mauvais, mais si, en plus, cette dernière le fait, non pas pour construire le pays mais, bel et bien, plutôt, pour le détruire, l'anéantir, alors c'est la catastrophe. Tel est le cas pour l'oligarchie au pouvoir au Cameroun, en cette fin de règne du renouveau.*

Il ne faudrait nullement se bercer d'illusions. Les hommes prennent le pouvoir, avant tout, pour en jouir. Néanmoins, ils peuvent, se faisant, s'atteler à améliorer les conditions de vie de la population. En tout cas, c'est ainsi en Afrique. Dans le cas du Cameroun, c'est encore pire. Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, l'oligarchie au pouvoir s'est attelée, essentiellement, à s'enrichir de manière éhontée, sans se préoccuper des conditions de vie de la population.

## L'OR NOIR EST EPHEMERE, L'OR VERT EST ETERNEL

La première grande illustration de cette attitude a été l'exploitation du pétrole camerounais, après que le gouvernement français soit parvenu à obtenir d'Ahmadou Ahidjo, le président d'alors, de mettre fin au fédéralisme au Cameroun, afin de laisser à la compagnie française Elf, les mains libres pour cette exploitation. Au lendemain de 1972, en effet, alors que les Camerounais s'étaient mis à se réjouir du démarrage de l'exploitation du pétrole de leur sous-sol, le discours que le président de la République s'était mis à développer a plutôt consisté à leur demander de ne pas se poser de questions sur ce pétrole, sur les quantités produites quotidiennement, le montant de la vente de celui-ci, etc. Les Camerounais se souviennent encore de la singulière déclaration suivante du président de la République, qui leur était demeurée en travers de la gorge : " *L'or noir est éphémère ; l'or vert est éternel* ". Traduction : continuez à cultiver, sagement, l'arachide, le plantain, le macabo, l'igname. C'est de là que proviendra notre salut, notre développement. "L'or noir" éphémère camerounais, pour sa part, a vu le produit de ses ventes non budgétisé. Scandale des scandales pour un pays pauvre et arriéré comme le nôtre. Le gouvernement de l'époque avait inventé une astuce comptable à la fois ingénieuse et inédite : le compte hors budget. Ainsi, jusqu'à une date toute récente, les recettes pétrolières du Cameroun n'étaient pas budgétisées. Il aura fallu une injonction énergique de la Banque Mondiale pour que cette aberration puisse, tant bien que mal, être corrigée. De même, alors qu'il existe un ministère en charge des Mines et de l'Energie au Cameroun, le pétrole de notre sous-sol avait été placé sous la tutelle du Secrétaire Général à la présidence de la République, autrement dit, du président de la République en personne. Résultat, après que le premier président du Cameroun se soit retiré du pouvoir, les Camerounais ont appris, médusés, que celui-ci détenait, bien au chaud, dans un compte bancaire en Suisse, et sous son nom, s'il vous plaît, la bagatelle somme de 900 milliards de francs cfa.

Choquant. Mais, dans le même temps, le pays accusait, par rapport à d'autres ayant obtenu l'indépendance au même moment que lui, et pauvres d'égal manière, un retard considérable au niveau des infrastructures. Moins de 2000 kilomètres de routes bitumées, peu d'hôpitaux, peu de lycées, une seule université, 22 années après la proclamation de l'indépendance, électrification rurale inexistante, pas de télévision, etc, etc. Et pourtant, que d'investissements n'aurait-on pas pu réaliser avec un tel pactole.

Avec l'avènement du régime du renouveau, on se serait attendu à une correction radicale de ces dysfonctionnements. Malheureusement, il n'en est rien. L'opacité continue à régner dans l'usage des revenus pétroliers. Il aura fallu le scandale de l'acquisition de l'avion présidentiel pour que les Camerounais disposent, enfin, d'une explication sur ces derniers. 40 milliards déboursés, contre l'avis de la Banque Mondiale et du FMI, et par conséquent en catimini, pour cette affaire foireuse. Ils sont également en train d'apprendre, à travers d'autres scandales révélés par la presse, que les fonds du pétrole servent, également, à financer les campagnes électorales du président de la République. On fait semblant d'inquiéter les responsables concernés alors même qu'après leurs forfaits, ils ont plutôt eu des promotions. Choquant.

## L'ENRICHISSEMENT SPECTACULAIRE ET SCANDALEUX DE LA MINORITE AU POUVOIR AUJOURD'HUI

La seconde grande illustration de cette attitude, est, aujourd'hui, la manière dont "l'élite" anti-patriotique s'enrichit, avec la complicité de l'Etat, en ces dernières années du régime du renouveau. Dans le secteur para-public, la nomination d'un directeur général de société, se traduit, automatiquement, dans les jours qui suivent, par une hémorragie financière, pour la société d'Etat, d'au minimum, 200 millions de francs cfa : achat d'une à deux VX, 70 millions X 2 = 140 millions, réfection totale jusqu'au mobilier, à coup de dizaines de millions, du domicile que venait, pourtant, d'occuper le prédécesseur, c'est à croire que celui-ci avait le corps entièrement couvert de gale et qu'il faudrait s'en prémunir, déblocage de plusieurs millions de francs pour offrir à boire et à manger aux personnes, ô combien nombreuses, qui viennent adresser leurs félicitations à l'heureux promu, etc. Dans le cas de la nomination d'un ministre, l'hémorragie financière pour le trésor public est encore plus élevée. Dès que le nom du promu jaillit à la radio, le DAG du ministère concerné, refait, dans les meilleurs délais, l'intérieur de son domicile, commande des caisses et des caisses de champagnes et de whiskies pour couvrir

*Suite page 3*

la beuverie qui, des jours durant, va s'en suivre, déblocage par le ministère d'une somme variant entre 30 et 50 millions tenant lieu de prime à la nomination, de souhait de bienvenue dans le cercle restreint des bienheureux de la République, etc. Une fois en fonction, usage abusif des " crédits de représentation ", (le trésor public camerounais autorise les membres du gouvernement à puiser, à leur guise, la somme d'argent qui leur convient, pour préserver la bonne image du Cameroun, chaque fois qu'ils se déplacent à l'étranger ; c'est pourquoi les ministres accompagnent systématiquement les délégations camerounaises à toutes les rencontres et réunions à l'étranger), et, naturellement, madame, le beau-frère, le cousin, deviennent, immédiatement, prestataires de services numéro un du ministère, au point où l'on assiste, parfois, purement et simplement, à un transfert budgétaire au bénéfice de ceux-ci. Sur un budget d'investissement de 10 milliards de francs, par exemple, il est fréquent de voir un ministre empocher, à travers ses proches, prestataires en chef du ministère, 500 millions à un milliard de francs cfa, voire plus, l'an. C'est de cette manière que s'expliquent les fortes sommes qui défilent aux oreilles des Camerounais, toutes les fois où un dignitaire du régime se retrouve entre les mains de la justice. Avec ce pactole, les membres du gouvernement s'offrent, tous, des châteaux des mille et une nuits à travers la ville de Yaoundé, sans omettre celle du village. Une bonne partie de cette rapine est investie dans l'immobilier, à travers le monde, et planqué dans des paradis fiscaux. Dans le même temps, pas un seul comprimé de nivaquine n'est offert, gratuitement, dans quelque hôpital que ce soit au Cameroun ; de jeunes écoliers se retrouvent assis à dix sur une table-banc, le bitumage des routes se fait au

compte goutte, la construction de logements sociaux est inexistante, etc. Mais, la destruction du pays par les " élites " camerounaises ne s'arrête pas là. Elle se poursuit au niveau des mœurs.

#### MORALITE ZERO

Singulier sort que celui du régime du renouveau finissant. Il s'était placé sous le double signe de la " rigueur dans la gestion et de la moralisation des comportements individuels et collectifs ". Inutile de revenir sur la " rigueur dans la gestion ", le Cameroun ayant été, deux années consécutives, classé champion du monde toutes catégories de la corruption. Il importe plutôt de s'attarder sur la " moralisation des comportements ". Ce régime a plutôt produit tout à fait le contraire de ce qu'il avait annoncé. C'est quotidiennement que des histoires de pédophilie et de pédérastie touchant de très hauts dignitaires du régime s'étalent à longueur de pages des journaux et médias. Le président de la République, lui-même, à la faveur d'un discours à la jeunesse un 10 février 2006 au soir, était monté au créneau : " c'est la vie privée des gens... ". Quelques jours après, un jeune homme a été défenestré du huitième étage de l'hôtel Hilton. A ce jour, la quasi-totalité de ses proches collaborateurs est, une fois de plus, empêtrée dans un scandale du même genre. Aucun nom n'est épargné. Pour tout dire, au Cameroun, question moralité, les " Dieux sont tombés sur nos têtes ".

Le pays est traîné dans la boue, à cause des agissements de quelques individus égocentriques. Dans un monde en pleine mutation, où seuls la compétence et la compétitivité priment, de quelle succession peut-on parler avec une classe politique pernicieuse? Seul le peuple doit décider.

# Abonnez-vous à



## Le Journal d'éveil citoyen, destiné en priorité aux abonnés.

Tél.: (237) 22.02.40.99 - 99.84.33.35

# INTERROGATOIRE DU PREMIER MINISTRE SANS DEMISSION NI LIMOGAGE : LA CREDIBILITE DU CAMEROUN EN QUESTION.

*Dès lors qu'un proche collaborateur du niveau du Premier ministre, dans un pays, est impliqué dans une affaire de corruption, continuer à le laisser en fonction ne discrédite-t-il pas considérablement l'Etat ?*

Sous d'autres cieux, cela ne se conçoit tout simplement pas. Un Premier ministre qui est cité, comme témoin, dans une affaire de corruption, et qui ne rend pas son tablier : impossible. C'est même la première chose qu'il entreprend de faire. La raison ? Il importe de préserver l'image du pays, sur le plan international. Dans les vieilles démocraties, on a vu des ministres démissionner pour moins que ça. Il a suffi que la justice leur fasse savoir qu'elle avait besoin de leur passer une audition. Dominique Strauss Khan, Laurent Fabius, Alain Jupé, en France, ont remis leur démission de cette manière. Ils se sont d'abord attelés à prouver leur innocence, avant de recommencer à postuler un poste politique, ou, plus simplement, un poste électif. Aux Etats Unis d'Amérique, on a même vu un président de la République, en la personne de Richard Nixon, démissionner de ses fonctions, pour avoir simplement fait placer des micros dans les locaux du Parti Démocrate, le parti rival au Parti Républicain auquel lui-même appartenait. On s'en souvient, cette affaire avait pris le nom de " Watergate ". Au Cameroun, rien de tel. On peut noircir les colonnes de journaux de malversations financières de la part des dignitaires du régime, sans que cela empêche ceux-ci de dormir. On a même l'impression, dans certains cas, que plus un personnage est décrié par la presse, plus sa place se cimente au gouvernement. Il faut alors, pour l'en éjecter, que les bailleurs de fonds internationaux entreprennent d'intervenir vigoureusement. Sans ceux-ci, rien du tout. " Go hang ! " entend-t-on presque, c'est-à-dire, allez vous pendre.

## MINISTRES POUR LE PEUPLE : PLANTON POUR SON EXCELLENCE

En fait, nous nous retrouvons devant une double perception de la fonction ministérielle. Que ceux-ci soient considérés comme des collaborateurs du chef de l'Etat, ou de simples plantons, tout change du tout au tout. Dans le premier cas, effectivement, ils participent du pouvoir. En conséquence, dès lors qu'ils se retrouvent éclaboussés, naturellement, c'est le pouvoir qui l'est également. Mais, tel est-il le cas ? Le président de la République les considère-t-il comme ses colla-

borateurs, ainsi que cela se produit dans les démocraties véritables à travers le monde ? Les consulte-t-il pour prendre ses décisions ? Les informe-t-il avant le grand public ? N'apprennent-ils pas, par la voie des ondes, c'est-à-dire comme Monsieur tout le monde, le dépôt de tel ou tel projet de loi, à l'Assemblée nationale, par le gouvernement auquel ils appartiennent ? N'ont-ils pas, en 2004, appris par la radio, que le président de la République avait décidé de se porter, de nouveau, candidat à la fonction présidentielle, ainsi que le plus ordinaire des citoyens ? N'est-ce pas autant de preuves qu'ils ne sont que, de nom, des collaborateurs du chef de l'Etat, mais que ce dernier ne les considère que comme de simples coursiers, commissionnaires, etc ? Le distinguo est de taille. Un collaborateur en difficultés avec la justice est radicalement différent d'un planton que la police désire interroger. Un planton, ça s'interroge, puis il vient continuer à déposer du courrier dans les bureaux. Mais, un collaborateur, qui plus est, du rang de Premier ministre, nécessite, dans des pays tel que le Cameroun, un accord du président de la République. Si donc, ce dernier donne son accord à la police, et ne démet pas de ses fonctions le supposé chef du gouvernement, de deux choses l'une, soit il désire en tirer prétexte pour procéder, ultérieurement à son limogage, soit alors, il ne le prend pas à la dimension du titre qu'il arbore.



LE JOURNAL DE LA LIGUE POUR L'ÉDUCATION  
DE LA FEMME ET DE L'ENFANT (LEFE)

Récépissé de déclaration

N°00309 du 05 Août 1993

B.P. : 14702 Yaoundé - Cameroun

Tél.: (237) 99.84.33.35

E-mail : pauline\_biyong@yahoo.fr

Directeur de Publication :

Pauline BIYONG

Rédaction : Alexandre KUMA, Roger

KIYEK de KIKI, Esther MINYEM

David ATEMKEMG, Annie NGO NJOCK

Jean Paul KON - Adolphe Claude MBALLA

Relecture: Martial BIKANDA

Mise en page : Babel@rt

Impression : JV GRAF

# QUAND LE REGIME DU RENOUVEAU S'ECROULERA, SES INCONDITIONNELS EMPRUNTERONT LE CHEMIN DE L'EXIL.

*Certains pontes du régime actuel, se comportent comme si ce dernier était éternel. Ils persistent dans l'arrogance qui les a toujours caractérisés, en dépit des nombreux signes de fin de règne qui s'accumulent de jour en jour.*

**¶** *Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera* : tel était le titre du célèbre livre d'un écrivain et homme politique français du nom d'Alain Peyrefitte. En s'inspirant de celui-ci, on peut dire, pour le Cameroun, actuellement, " *quand le régime du renouveau s'écroulera, ses inconditionnels emprunteront le chemin de l'exil* ". Ils sont en effet, nombreux, les inconditionnels de ce régime qui tire déjà à sa fin, qui semblent avoir suspendu le vol du temps à leur bien-être. Ils se comportent comme si nous nous trouvions, encore, en 1982, c'est-à-dire, lorsque naissait ce régime qui, de manière tout à fait irrégulière et scandaleuse, les a, aujourd'hui, considérablement enrichis. Ils perpétuent les passe-droits, les avantages injustifiés, sans se poser cette question cruciale : n'est-il pas temps de commencer à penser à ce qu'il adviendra de nous, sous peu de temps ?

## D'AHMADOU AHIDJO A PAUL BIYA : LES REGLEMENTS DE COMPTES ETOUFFES

Leur erreur, naturellement, provient du fait que, le modèle de transition, au sommet de l'Etat, qu'ils ont en tête, est celui dont ils ont été, pour la plupart, des témoins, à savoir celle qui s'est produite entre Ahmadou Ahidjo, le 1er président du Cameroun, et Paul Biya, le second. Certains remontent même un peu plus loin dans l'histoire, pour se remémorer que, les choses s'étaient également produites, de cette manière, en 1958, entre André-Marie Mbida, le premier Premier ministre et chef du gouvernement camerounais, et Ahmadou Ahidjo, le second, qui deviendra deux années plus tard, à savoir le 5 mai 1960, le premier président du Cameroun. Ils en tirent par conséquent comme enseignement, qu'il en sera toujours ainsi. Les transitions sanglantes dont est émaillée l'histoire de l'Afrique, ils ne croient pas cela possible pour le Cameroun. Ils sont d'autant plus renforcés dans leur conviction que l'armée camerounaise, l'unique fois où elle est sortie, d'elle-même, des casernes, n'a pas été en mesure de réussir un coup d'Etat. Donc, d'où pourrait provenir le danger ? Le Cameroun n'est pas le Nigeria où Sir Abubakar Tafawa Balewa, puis Ironsi, et, enfin, Murtala Muhamed, tous présidents de la République, sont tombés sous les balles des soldats. Il n'est, non plus, le Togo, où Sylvanus Olympio avait également, en 1963, connu une fin tragique. Tous ces pays sont habités par des "peuples barbares", qui n'ont rien à voir avec le peuple ô

combien civilisé du Cameroun. Rien à dire sur ce point. Toutefois, les règlements de comptes, post-pouvoir, sont-ils uniquement liés à une transition sanglante ?

## DU PEUPLE TERRORISE AU PEUPLE AFFRANCHI DE LA PEUR

En fait, entre Ahmadou Ahidjo et Paul Biya, et, auparavant, entre André-Marie Mbida et Ahmadou Ahidjo, le peuple camerounais croupissait sur la fêrue d'un régime dictatorial, uniquement, celui de Mbida, et sanguinaire en plus, celui d'Ahmadou Ahidjo. Par ailleurs, au moment de la transition Mbida-Ahidjo, l'armée française avait été déployée dans les rues de Yaoundé, quelques jours avant que le haut-commissaire de la République française au Cameroun, Jean Ramadier, ne réalise son coup. Mais aujourd'hui, il en est tout autrement. François Mitterrand, en 1991, est venu affranchir les peuples africains de la terreur, en imposant aux chefs d'Etats du continent, la démocratie. Malgré le fait que ces derniers sont parvenus à la travestir totalement, il n'en demeure pas moins vrai que la population, elle, détient désormais, la capacité d'intervenir dans le débat politique. Donc, les choses ont changé du tout au tout. En 1982, nul, au Cameroun, ne pouvait se hasarder à critiquer le président de la République, ses ministres, ou, simplement, un préfet, comme cela se fait, actuellement, dans la presse. L'impertinent qui l'aurait fait, aurait vu sa famille entière et lui-même rayés de la terre. Aujourd'hui, plusieurs émissions radios et télés sont consacrées à la critique du gouvernement. Hier, on se contentait de soupçonner les dignitaires du régime de détournements de fonds publics, aujourd'hui, la presse s'est spécialisée dans l'art de dénoncer toutes leurs malversations financières, y compris les plus cachées. Hier, comme conséquence de l'obscurantisme qui prévalait, la population adulait les dirigeants. Aujourd'hui, elle les déteste profondément. Il n'est que de voir sa joie immense chaque fois où l'un de ceux-ci se retrouve entre les mains de la justice. Elle boit du petit lait. Et pour être véridique, c'est le régime, actuel, qui permet à ces prévaricateurs de demeurer en vie. La population, elle, rêve de les manger crus. En conséquence, demain, lorsque le régime s'écroulera ?

# SI LE CAMEROUN ETAIT UN PAYS LOGIQUE, TOUTES LES EPOUSES DES MINISTRES SERAIENT EN PRISON POUR DELIT D'INITIE

*Dans les pays qui fonctionnent convenablement tel que la France, il n'est pas possible à un ami, un parent, qui plus est, à une épouse d'exécuter des marchés dans les services publics. Ça s'appelle, délit d'initié.*

**P**ierre Bérégovoy. Qui ne se souvient de ce Premier ministre de François Mitterrand, qui s'est suicidé en se tirant une balle dans la tête au bord d'un canal ? Il avait contracté une dette auprès d'un copain pour la construction d'une maison, alors qu'il était Premier ministre, et, peu de temps après, ce copain a remporté un marché de l'Etat. Le pauvre Pierre Bérégovoy a eu beau argumenter que ce prêt était sans intérêt : en vain. Qu'il l'ai avec ou sans intérêt, là n'était pas le problème, ce qui l'a été, c'est le fait que ce copain se soit retrouvé prestataire de l'Etat. En conséquence, pour la justice française, il y a eu corruption. Il y a eu délit d'initié. Bérégovoy ne peut ne pas lui avoir communiqué des informations clés l'ayant permis de remporter l'affaire. Vlan ! une balle dans la tête, pour ne pas devoir se retrouver en prison. La honte extrême. De la tête du gouvernement à la tôle. Aïe ! Insupportable. Vaudrait mieux le cimetière.

## LE DELIT D'INITIE AU CAMEROUN

Selon la loi française, est considéré comme délit d'initié le fait d'utiliser des informations privilégiées, pour remporter un marché, effectuer une opération financière. En d'autres termes, communiquer à un soumissionnaire de marché des informations sur ses concurrents, pis encore, lui remettre les soumissions de ceux-ci afin qu'il réajuste la sienne, est passible de prison en France. Qu'est-ce que l'on aimerait voir notre gouvernement déposer un tel projet de loi à l'assemblée nationale. Mais le Traité de l'OHADA signé par notre pays l'interdit. Tous les jours, c'est ce qui se produit au Cameroun. Des parents de ministres ou de Dg de sociétés d'Etat, emportent, quotidiennement, au nez et à la barbe de tout le monde, les marchés les plus juteux de ces ministères ou de ces sociétés d'Etat. Bien mieux, ne pas le faire est même considéré comme une sottise monumentale. En conséquence, toutes les dames des hauts dignitaires sont, aussitôt leurs époux promis aux hautes fonctions, sont, transformées en de redoutables prestataires de services dans les ministères et entreprises. Celles-ci se mettent à rafler tout. Elles sillonnent le monde à la recherche des produits à livrer dans les services. A peine on les voit descendre d'un avion en provenance d'Europe, que quelques jours seulement après, elles reprennent l'avion en partance pour l'Europe de nouveau. De véritable Globe-trotters. Elles sont également employées

dans les meilleures sociétés où leurs salaires sont payés mensuellement. La loi sur le délit d'initié appliquée au Cameroun, toutes les dames du CERAC, gagneraient, bien vite, la prison centrale de Kondengui.

## LES BARONS DU REGIME EN PRISON EGALEMENT

Mais, pour leur consolation, elles ne seraient pas les seules à s'y retrouver. Tout le Comité Central du Rdpc les y rejoindrait bien vite. En effet, les seigneurs de ces instances du parti gouvernemental, sont, pour la plupart, de redoutables prestataires de services qui concurrencent, gravement, les commerçants ordinaires. Eux également, au même titre que les dames du CERAC, en général, raflent tous les marchés en vue. Plus affairistes que ces sbires, tu ne peux pas. Auprès d'eux, se trouvent les députés. Ces " honorables ", également, sont experts en délit d'initiés pour les marchés qu'ils réalisent, à longueur de mandat parlementaire. Cinq années au Parlement, correspondent, ni plus ni moins, à cinq années à lire les soumissions des autres, à rectifier leurs offres, et, au bout du compte, à remporter toutes les affaires qu'ils désirent. Ils se retrouvent, en permanence, les moins disant. Les hauts gradés de l'armée, également, tomberaient pour la plupart, sous le coup de la loi sur le délit d'initié, au cas où celle-ci venait à être introduite au Cameroun. Ils sont bien peu nombreux, ces très hauts gradés de l'armée nationale qui n'usent pas de leur statut, d'une part pour se transformer en prestataires de services, d'autre part, pour se faire communiquer des informations confidentielles, soit sur leurs concurrents soit sur des marchés que l'on s'apprête à lancer. Ils en son généralement au courant, des mois à l'avance.

## DELIT D'INITIE EGALE CORRUPTION

Nombreux sont les Camerounais qui estiment que le gouvernement jette de la poudre aux yeux de la population lorsqu'il parle de la lutte contre la corruption. Cette forme de corruption que nous venons de décrire, et qui a coûté le vie à un ex-Premier ministre français, ne se verra certainement pas combattue, de si tôt, au Cameroun. On l'ignore, tout bonnement. Et pourtant, elle cause les mêmes ravages que le corruption brandie et décriée tous les jours la radio nationale.

# BARACK OBAMA, DIEU ET LA RACE NOIRE

*Les croyants le pensent très fort : le Seigneur ne fait jamais les choses à moitié. Au niveau où Barack Obama est arrivé, il ne peut que triompher de son adversaire.*

Il y a tout juste deux ans, c'est-à-dire avant que ne démarre la course à l'investiture pour la Maison Blanche, si quelque personne avançait l'hypothèse de l'investiture d'un Noir par l'un des deux principaux partis politiques américains comme candidat à l'élection présidentielle aux Etats Unis, personne n'aurait rien dit, car cela aurait été considéré comme une simple boutade, et rien de plus. C'est comme si, aujourd'hui, un individu venait à déclarer que le futur Pape sera un Noir. Nul ne le prendrait au sérieux. Personne ne pense à pareille chose, un Nègre Pape, on n'imagine pas, ce serait la fin de l'Eglise Catholique. Eh bien, il y a deux ans, c'était la même chose pour l'élection présidentielle américaine. Jessie Jackson s'y était essayé, il y a plusieurs années, il n'avait remporté que quelques investitures dans un nombre ridicule d'Etats, tous, du reste, du Sud des Etats Unis d'Amérique. Puis, on n'a plus du tout entendu parler d'un Noir comme candidat à l'investiture d'un parti politique en Amérique. Un Noir ? Ça joue au Jazz, ça remporte des médailles olympiques, à la rigueur, ça remporte un Prix Nobel de la paix, et puis, ça s'arrête-là. Point. Mais, voilà que Barack Obama vient prouver le contraire. Au départ, on le trouvait bien sympathique, le " Nègro ", avec son magnifique sourire Colgate. Bon, il colorait la campagne électorale. Après tout, le Parti Démocrate américain est considéré comme étant plutôt favorable aux Noirs que ne l'est son rival, le Parti Républicain. En conséquence, un Noir au starring block, why not ? Pourquoi pas ? L'Amérique est un pays démocratique. Mais, d'étape en étape, il a commencé à accumuler les victoires, au point de battre, à plate couture, au final, la candidate favorite du Parti Démocrate, Hillary Clinton.

## LE TEMPS DES NOIRS A SONNE ?

Les voies du Seigneur sont bien insondables, le savent tous les chrétiens. Parfois, l'Eternel agit souvent à l'envers, il faut attendre qu'il ait achevé son œuvre, pour le juger à l'endroit. Cette vérité, par contre, les chrétiens ne la connaissent pas beaucoup. Eh bien, Dieu a commencé par agir à l'envers aux Etats Unis d'Amérique. Sans la traite des Nègres, monstruosité qui a décimé le continent africain, toutes les races de la terre seraient représentées, aux Etats Unis d'Amérique, à ce jour, excepté ... la race noire. Comment, en effet, les Noirs d'Afrique auraient-ils bien pu faire pour se retrouver, autrement, en Amérique ? Là-bas, on le sait, ils ont

connu la pire des humiliations que puisse connaître une race d'homme, l'esclavage. Deux siècles durant. Au bout de cette terrible nuit de cauchemars sans nom, ils ont fini par acquérir les droits civiques. Ils sont devenus les égaux des Blancs, en tout cas sur le plan juridique. Passons rapidement, et retrouvons-nous avec Koffi Anna. Cet authentique Nègre d'Afrique, s'est retrouvé Secrétaire Général des Nations Unies, pendant huit années, sans la moindre tâche sur le vêtement. On lui a même cherché des poux sur ceux-ci, en vain. Bref, il était devenu le Noir le plus puissant de l'humanité, et, en même temps, que la terre n'ait jamais connu. Un vrai Noir, avec des cheveux crépus et un nez épaté. Dans le même temps, un autre Noir est devenu Secrétaire d'Etat américain, poste le plus important du gouvernement des Etats Unis, Collins Powell. Au bout de quatre années de fonctions, il a rendu l'éponge. Il a été remplacé par une Nègresse, en la personne de Condolizza Rice. Ainsi, pendant près de huit ans, deux Noirs ont trôné à la tête du monde, l'un à l'ONU, l'autre, au Secrétariat d'Etat en Amérique.

## UN AFRICAIN PRESIDENT DU PAYS LE PLUS PUISSANT DE LA TERRE

Voilà que surviennent les présidentielles américaines. Un autre Noir sort du lot, et conquiert les cœurs de l'Amérique raciste d'il y a tout juste quelques décennies. Mais, il n'est pas un simple Noir, comme on en rencontre par millions aux Etats Unis d'Amérique. Il n'est pas descendant d'esclave, mais est plutôt venu tout droit d'Afrique, à travers un étudiant kenyan, qui a épousé une blanche, en pleine époque de la ségrégation raciale aux Etats Unis d'Amérique. Barack Obama a jailli. A ses côtés, se trouve une Nègresse qui elle, est descendante d'esclave. S'il est élu, au mois de novembre, un couple noir se retrouvera, à la Maison Blanche, pour une période de quatre ans, le président, un Africain, la première dame, une Américaine, descendante d'esclave. Dieu aura comblé les Noirs, aura tenu compte de leur différents statuts. Il aura rehaussé les esclaves noirs, et montré que les Africains noirs, sont, au même titre que les Blancs, les Jaunes, ou les Rouges, ses créatures à part entière. A en croire les chrétiens, le Seigneur ne fait jamais les choses à moitié. S'il a hissé un Africain jusqu'à ce stade, il ne peut que l'accompagner jusqu'à la Maison Blanche.

**Good Luck !**

# DES BLANCS AUX CAMEROUNAIS : LE PAYS S'EST ENFONCÉ

**La crise multiforme dans laquelle se débat le Cameroun, depuis déjà 20 ans, vient poser le problème crucial de la capacité de notre élite, et, à travers celle-ci, des Camerounais tout court, à gérer, eux-mêmes, comme de grandes personnes, leur pays.**

Un débat avait secoué l'opinion publique nationale tout au long de la deuxième moitié des années cinquante. Il s'agissait du débat sur le moment le plus indiqué pour accéder à l'indépendance. Deux thèses s'affrontaient.

## L'INDEPENDANCE DANS L'IMMEDIAT ET SANS CONDITIONS.

La première, calquée sur une déformation de l'argumentation de l'Upc, préconisait l'octroi de l'indépendance au Cameroun, sans conditions quelconques. La colonisation n'avait que trop duré. Ce courant de pensée estimait que les Camerounais ne pouvaient plus attendre, pour leur liberté. Ils n'avaient que trop longtemps souffert des brimades coloniales. A ceux qui rétorquaient que le pays ne disposait pas de cadres en nombre suffisant pour se gérer tout seul, la réponse fournie était que c'est justement le colonialisme qui empêche la formation de ces cadres. L'Assemblée Générale des Nations Unies, au mois de novembre 1960, est venue apporter sa caution à cette opinion, à travers la " Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux ". Celle-ci stipule que le maintien du régime colonial, était une entrave majeure à la formation d'une élite intellectuelle, comme de personnel de haut niveau qualifié, appelé à gérer le pays. En conséquence, cette déclaration s'opposait à l'argument selon lequel, les peuples colonisés ne pouvaient accéder à l'indépendance parce qu'ils manquaient de cadres. Aussi longtemps que le colonialisme perdure dans un pays, aussi longtemps que celui-ci ne pourra pas se doter d'un personnel national qualifié.

## L'INDEPENDANCE DANS DIX ANS

La seconde thèse, quant à elle, préconisait une période de transition plus ou moins longue, destinée à permettre la formation des cadres qui auront à prendre, par la suite, la relève du personnel de l'administration coloniale. En fait, c'était la thèse de Ruben Um Nyobè formulée dès 1951, au cours d'un congrès de l'Upc, et qui avait été reprise par le premier Premier ministre du Cameroun et chef du gouvernement, André-Marie Mbida, en 1957. Ce personnage préconisait, ainsi, une période transitoire de dix ans, au cours de laquelle seraient formés, en masses, des Camerounais, dans tous les secteurs d'activité. Pour le pauvre Mbida, malheureusement, la France avait décidé, dès le milieu de l'année 1956, la loi cadre Defferre du 23 juin 1956 en étant la traduction juridique, que l'indépendance devait être octroyée, au

Cameroun, dans les meilleurs délais, une fois que l'Upc qui la réclamait, serait mise hors d'état de continuer à nuire aux Français. Selon André-Marie Mbida, l'indépendance du Cameroun aurait dû être proclamée aux alentours de 1966-1967.

## LA CAMEROUNISATION DES CADRES

Pendant que se menait ce débat, d'autres leaders politiques camerounais, à l'instar de Paul Soppo Priso, quant à eux, menaient bataille pour l'"Africanisation des cadres", et, plus précisément, la "camerounisation des cadres". Indépendance immédiate ou à moyen terme, qu'importe, il fallait, dès les années cinquante, entamer, vivement, la formation des Camerounais en vue de les préparer à remplacer les Blancs dans l'administration publique. On connaît l'histoire. Au mois de décembre 1958, les Français ayant décidé d'octroyer, enfin, l'indépendance au Cameroun, s'étant assurés que l'Upc était déjà vaincue, ils ont réglé ce débat à leur manière. Ils ont fait signer, à Ahmadou Ahidjo, les fameux accords de coopération du 31 décembre 1958, à la faveur desquels, dans le volet culturel, le gouvernement français s'engageait : 1/- à accueillir des stagiaires camerounais, pour remplacer les fonctionnaires coloniaux ; 2/- à accueillir, dans les universités françaises, les étudiants camerounais ; 3/- à fournir au gouvernement camerounais du personnel technique. De 1960, ainsi, à pratiquement 1979-1980, les coopérants techniques français ont inondé l'administration publique camerounaise et ont continué à gérer le Cameroun. Leur nombre, toutefois, est allé s'amenuisant, au fil des ans, c'est-à-dire, au fur et à mesure qu'ils étaient remplacés par des cadres camerounais.

## PROSPERITE ECONOMIQUE MADE IN COOPERANTS

On peut valablement estimer, sans courir le risque d'être démenti, que la prospérité économique relative qu'a connue le Cameroun, jusqu'à la fin des années 70, a été, ainsi, le fruit du travail de ces innombrables coopérants techniques français qui avaient en charge l'administration publique camerounaise. Les derniers d'entre eux partis, soit au début des années 80, on vu ce qu'il est advenu du Cameroun. Le pays, désormais aux mains des nationaux, s'est lamentablement écroulé, et, jusqu'à ce jour, ne parvient pas à se relever. En un mot, les cadres camerounais, malgré leurs innombrables agrégations et doctorats, ont largement prouvé leur incompétence, leur incapacité notoires à gérer leur pays. Et, franchement, c'est bien dommage.



## HENRI GUAINO, NICOLAS SARKOZY, L'UNION POUR LA MEDITERRANEE, L'AFRIQUE DU SUD, L'AFRIQUE NOIRE, DES RAISONS D'ESPERER?

*Pendant que le discours de Dakar du président français est encore en travers de la gorge des Africains, voilà que le président français lance l'Union Pour la Méditerranée, et, d'Afrique du Sud, précise (rectifie ?) d'avantage sa pensée sur le continent noir.*

Pour Abdoulaye Wade, le chef de l'Etat sénégalais, inutile de mâcher les mots : l'Union pour la Méditerranée ne peut se construire qu'au détriment de l'Afrique. Elle va dresser une barrière entre l'Afrique que la France considère comme utile, économiquement, c'est-à-dire le Maghreb, et celle qui ne l'est que pour son rayonnement international, uniquement, parce que sa langue y est parlée, l'Afrique en dessous du Sahara. "L'idée d'une Union méditerranéenne, si elle se fait, va permettre à l'Afrique du Nord d'être arrimée à l'Europe...c'est une barrière qui isole l'Afrique au sud du Sahara et il faut que les Africains en soient très conscients ". Telle est également l'opinion de Mouammar Kadhafi, le chef d'Etat libyen. Jean Ping, le président de la Commission de l'Union Africaine, n'en pense pas moins : " l'Union pour la Méditerranée vise la partition du continent africain et contredit les décisions des sommets de l'Union Africaine à Banjul, en Gambie et à Khartoum, au Soudan, stipulant que le continent africain est une unité intégrée sur les plans géographique, humain et politique et une unité indivisible ". Pour tout dire, le projet d'Union Pour la Méditerranée ne semble pas du tout bien accueilli par les dirigeants, voire les peuples, d'Afrique noire. La diplomatie de Nicolas Sarkozy a du mal à passer dans cette partie du monde. Tout récemment, Nicolas Sarkozy s'est rendu en Afrique du Sud. Il s'y est fait accompagner par une forte délégation industrielle. Il y a prononcé un autre discours, du type de celui de Dakar, mais, cette fois-ci, devant le Parlement. Son propos ? " "Je ne veux pas opposer l'Afrique anglophone et l'Afrique francophone" ; "Il y a l'Afrique dans son ensemble (...), ce milliard d'habitants qui doit espérer, qui doit croire en l'avenir, qui doit croire en la réconciliation, qui doit croire dans le développement." " Au-delà de ce discours, tout au long de sa visite, le président français s'est appuyé sur l'exemple de l'Afrique du Sud, première puissance économique du continent Africain 18 ans après l'abolition des lois d'apartheid en 1990, où la France veut notamment vendre ses réacteurs nucléaires de nouvelle génération (EPR). " "Quand je vois ce qui se passe au Zimbabwe et quand je vois ce qui se passe en Afrique du Sud, je me dis que l'exemple à suivre c'est quand même celui de l'Afrique du Sud", a-t-il, par ailleurs, déclaré à des journalistes à Johannesburg. En retournant en France, il a obtenu un contrat de construction

d'une centrale à charbon, pour 1,4 milliard d'euros, ainsi qu'une série d'accords technologiques et scientifiques. D'autres contrats dans le secteur énergétique sont prévus, avec le conglomerat Bouygues et la compagnie d'électricité EDF en partenariat avec le groupe sud-africain Aveng, alors que l'Afrique du Sud traverse une grave crise énergétique qui menace sa croissance. Enfin, la France est le 8e partenaire économique de l'Afrique du Sud, avec des échanges totaux de 3,3 milliards de dollars en 2007.

Au regard de son discours du Cap, et de l'importance des échanges économiques avec l'Afrique du Sud, Nicolas Sarkozy donne l'impression aux Etats d'Afrique noire de confirmer l'idée, d'un " contournement de l'Afrique inutile ", pour la France, pour ne traiter, de préférence, qu'avec celle-ci. Il a, par ailleurs, rendu public, devant le Parlement au Cap, de son désir de redéfinir une nouvelle politique africaine de la France. Il est partisan d'une renégociation des accords de défense de la France avec huit pays africain. Il a souligné qu'il avait choisi à dessein d'évoquer cette nouvelle politique dans un pays non francophone "pour montrer que la France a vocation à rayonner sur tout le continent. Quant à la renégociation des accords de défense avec les pays de la "Françafrique", elle ne signifie nullement un désengagement de la France, a-t-il expliqué à la communauté française de Johannesburg. Bien au contraire. La France va s'engager d'autant plus qu'elle aura eu le courage de lever le malentendu. " La France a vocation à être en Afrique pas simplement par ses armées, mais par sa culture, par sa langue, par son savoir faire économique, par l'investissement qu'elle va faire dans la formation des élites africaines, par la définition d'une nouvelle politique de l'immigration ". Ce déplacement en Afrique du Sud a été suivi le 25 juillet 2008, par un sommet, le premier du genre, entre l'Afrique du Sud et l'Union Européenne que préside Nicolas Sarkozy, Président de la République française.

Auparavant, ce fut le discours de Dakar. Celui-ci, on s'en souvient, a été l'objet d'une levée, sans précédent, de boucliers. Son auteur, Henri Guaino, conseiller spécial du président français, pour sa part, se défend, dans l'édition du journal le Monde du 26 juin 2008 que : " Il y a un an à Dakar, le président de la République fran-

çaise prononçait sa première grande allocution en terre africaine. On sait le débat qu'elle a provoqué. Jamais pourtant un président français n'avait été aussi loin sur l'esclavage et la colonisation : "Il y a eu la traite négrière. Il y a eu l'esclavage, les hommes, les femmes, les enfants achetés et vendus comme des marchandises. Et ce crime ne fut pas seulement un crime contre les Africains, ce fut un crime contre l'homme, ce fut un crime contre l'humanité tout entière (...). Jadis les Européens sont venus en Afrique en conquérants. Ils ont pris la terre de vos ancêtres. Ils ont banni les dieux, les langues, les croyances, les coutumes de vos pères. Ils ont dit à vos pères ce qu'ils devaient penser, ce qu'ils devaient croire, ce qu'ils devaient faire. Ils ont eu tort." Il poursuit : " L'homme africain est entré dans l'histoire et dans le monde, mais pas assez. Pourquoi le nier ? Ce discours ne s'adressait pas aux élites installées, aux notables de l'Afrique. Mais à sa jeunesse qui s'apprête à féconder l'avenir. Et il lui dit : "Vous êtes les héritiers des plus vieilles traditions africaines et vous êtes les héritiers de tout ce que l'Occident a déposé dans le cœur et dans l'âme de l'Afrique", la liberté, la justice, la démocratie, l'égalité vous appartiennent aussi. L'Afrique n'est pas en dehors du monde. D'elle aussi, il dépend que le monde de demain soit meilleur. Mais l'engagement de l'Afrique dans le monde a besoin d'une volonté africaine, car "la réalité de l'Afrique, c'est celle d'un grand continent qui a tout pour réussir et qui ne réussit pas parce qu'il n'arrive pas à se libérer de ses mythes". Cessons de ressasser le passé et tournons-nous ensemble vers l'avenir. Cet avenir a un nom : l'Eurafrrique, et l'Union pour la Méditerranée en est la première étape. Voilà ce que le président de la République a dit en substance à Dakar. On a beaucoup parlé des critiques, moins de ceux qui ont approuvé, comme le président de l'Afrique du Sud, M. Thabo Mbeki. On n'a pas parlé du livre si sérieux, si honnête d'André Julien Mbem, jeune philosophe originaire du Cameroun. Parlera-t-on du livre si savant à paraître bientôt à Abidjan de Pierre Franklin Tavares, philosophe spécialiste de Hegel, originaire du Cap-Vert ? Bref Henri Guaino entreprend de défendre ce discours. Malgré tout, il y a une omission d'après certains : la responsabilité de la France dans le marasme de l'Afrique aujourd'hui.

### **LA RESPONSABILITE DE LA FRANCE DANS LES DEBOIRES DE L'AFRIQUE NOIRE**

Pour eux, comment passer sous silence le fait que c'est la France qui a doté l'Afrique, au moment de la décolonisation, de ces mauvais régimes qui n'ont fait qu'approfondir le fossé déjà fort grand entre le continent noir

et le reste du monde ? Les David Dacko, Tombalbaye, Bokassa, Léon Mba, etc, sans oublier Ahmadou Ahidjo au Cameroun qui a été un dictateur redoutable, ont bel et bien été installés au pouvoir et soutenus, parfois militairement, par la France. Dans le cas du Cameroun, les services secrets ont été formés par ceux de la France, pour réprimer toute contestation du régime en place. Ce n'est pas tout. Sur son propre sol, pays pourtant de liberté, la police française n'a eu de cesse de mener la vie dure aux exilés politiques africains, pendant que, dans le même temps, elle protégeait ceux d'Amérique latine, d'Europe Centrale, d'Union Soviétique, de l'Europe du Sud. Deux poids deux mesures. La France a soutenu, des décennies durant, en Afrique noire, des régimes qu'elle n'aurait jamais voulu, en aucun jour, pour elle-même. Ces régimes ont décimé, systématiquement, l'élite intellectuelle, traumatisé la population, bradé les richesses nationales. Aujourd'hui, en voici les résultats escomptés par la France. Toutes ses ex-colonies sont à terre. Les Etats qui en sont issus, ne sont rien d'autre que des Etats mendiants. C'est ce que la France a voulu. Ce n'est pas tout, elle s'est acharnée sur les régimes des pays qui n'étaient pas ses ex-colonies. Comment passer sous silence la haine de Charles de Gaulle à l'endroit de Kwamé Nkrumah, président du Ghana ? Comment, également, passer sous silence la haine de Charles de Gaulle à l'endroit du Nigeria, tout simplement parce que ce pays avait émis de fortes protestations à la suite des essais nucléaires français dans le désert algérien du Sahara en 1960, l'Algérie n'étant pas encore indépendante ? Toujours à propos du Nigeria, faudrait-il taire le soutien militaire de Charles de Gaulle à la sécession biafraise, guerre qui s'est soldée par un million de morts, et a détruit l'économie nigériane ?

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, l'avenir du continent noir repose, avant tout, entre les mains des Africains, eux-mêmes. Fatalement, ils finiront par se débarrasser de ces régimes rétrogrades qui quadrillent l'Afrique, et se lanceront, enfin, dans la voie du développement. Il ne faudrait pas entrevoir le sort de l'Afrique, uniquement, sous l'angle de la République d'Haïti, indépendante depuis ... 1804 ! Mais qui, malgré cela, est probablement l'un des pays le plus pauvre de la terre. Il faudrait, aussi, l'entrevoir sous l'angle de l'Argentine, du Chili, du Brésil, etc, qui ont obtenu leur indépendance au 19ème siècle. Tout est, essentiellement, question de temps.

Je dis avec d'autres comme moi : Nicolas Sarkozy, vient donc libérer la jeunesse africaine qui veut tourner la page du passé et se projeter résolument vers l'avenir.

# "L'Afrique noire est mal partie", par Alain Faujas

Article paru dans l'édition du Monde du 27 juillet 2008, une rétrolecture de 1962.

**Ces deux articles successifs sur l'Afrique noire parus dans le journal le Monde devraient nous contraindre à réfléchir sur notre devenir dans monde en pleine mutation, au lieu de nous distraire dans des querelles de chiffonniers comme cela est le cas actuellement au Cameroun. L'Avenir de nos enfants en dépend.**

O h, la belle polémique que déclencha René Dumont (1904-2001) en affirmant et en déplorant, dans *L'Afrique noire est mal partie* (Le Seuil, 1962), que cette zone des tropiques n'était pas près de se développer ! En pleine euphorie des indépendances, ce professeur d'agriculture comparée à l'Institut national agronomique (INA) osa dire que l'Afrique faisait fausse route en singeant ses anciens colonisateurs.

Le livre fut interdit illico par une bonne partie des jeunes Etats d'Afrique francophone. Son auteur fut même cité à "comparaître" devant les étudiants de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (Feanf). Ils lui dirent, raconte-t-il dans ses Mémoires, "que je n'avais rien compris, qu'ils allaient faire la révolution. Ce qui résoudrait tous les problèmes".

Avec passion, René Dumont prend la défense des paysans tropicaux, "vrais prolétaires des temps modernes", notamment en Afrique, où "l'homme noir se trouve enfermé dans le cercle infernal d'une agriculture sous-productive, réalisée par des hommes sous-alimentés, sur une terre non-fertilisée". La faute à qui ? Aux crimes de nos ancêtres blancs qui ont déporté des dizaines de millions d'esclaves en Amérique, organisé l'abomination du travail forcé et inoculé l'alcoolisme. A l'économie de traite qui a permis aux colons de s'enrichir à trop bon compte et assuré durablement la prééminence du capital commercial sur le capital industriel. A l'outrecuidance technocratique de ceux qui ont privilégié sur des terres fragiles la mécanisation et les cultures d'exportation, alors que la houe traditionnelle, la daba, et le mil auraient dû être préservés dans un premier temps.

Les Noirs - ou plutôt leurs élites - en prennent aussi pour leur grade : "*La principale industrie des pays d'outre-mer est l'administration*", persifle-t-il. Et de recenser un député pour 6 000 habitants au Gabon contre un pour 100 000 en France. Dénonçant de façon prémonitoire les comptes en banque en Suisse et les villas sur la Côte d'Azur qu'amasseront les dirigeants africains, il n'hésite pas à railler : "*Ces pays n'ont pas bien compris qu'ils étaient pauvres, car ils peuvent encore trop facilement nous "taper".*"

Socialiste humaniste, René Dumont prône, avec un certain idéalisme, un plan qui comporterait "l'engagement total d'un gouvernement et d'un peuple, fait d'un choix conscient d'actions exécutables et de sacrifices délibérés". Il veut que l'Afrique importe des bus plutôt que des Mercedes, des engrais et de semences plutôt que de l'alcool. Il réclame un enseignement décolonisé où l'on apprenne au jeune Malgache le système reproducteur du vanillier qu'il

féconde chaque année et non celui du marronnier, qui ne pousse pas dans la Grande Ile.

Il dénonce le système foncier, la dot, la gérontocratie, les marabouts qui, chacun à leur manière, entravent la productivité du paysan africain et son "*accession progressive à l'économie d'échanges*". Il veut que les élites de la fonction publique acceptent une baisse de leurs salaires. Il pourfend les termes de l'échange qui détournent vers les pays riches la plus-value des matières premières africaines. A l'évidence, il est séduit par les socialismes naissants et (apparemment) austères au Ghana, au Mali, en Guinée ou en Zambie.

Les idées de René Dumont ont marqué des générations d'agronomes et de spécialistes du développement. "Son diagnostic est toujours valable, affirme Olivier Lafourcade, ancien directeur pour l'Afrique occidentale et centrale à la Banque mondiale. Relever la productivité agricole de l'Afrique demeure d'actualité, car en quarante-cinq ans, on n'a pas fait grand-chose en la matière !" Le futur candidat à l'élection présidentielle de 1974 sous les couleurs écologistes pointait déjà sous l'agronome. "*Avant tout le monde, il a mis l'accent sur l'importance de l'eau et la nécessité de se soucier de l'environnement, poursuit M. Lafourcade. Certes, sa vision très socialiste du développement le poussait à faire trop confiance à l'Etat, mais il a été le premier à promouvoir l'organisation des producteurs et à souligner le rôle essentiel des femmes dans l'agriculture vivrière.*"

Les plus jeunes aussi s'inspirent des analyses de René Dumont. Ainsi, Roger Blein, consultant auprès d'Etats et d'organisation d'agriculteurs d'Afrique de l'Ouest, qui a découvert le livre dans les années 1980. "*A son époque, on fermait les yeux sur la corruption et la gabegie en échange des matières premières et des débouchés de l'Afrique subsaharienne, explique-t-il. Or, la Chine est en train de renouveler ce pacte détestable qui explique une partie du décrochage de l'Afrique par rapport au reste du monde.*"

Mais la victoire posthume de René Dumont, c'est la Banque mondiale qui la lui a apportée sous la forme d'un mea culpa en bonne et due forme. En octobre 2007, un rapport de la Banque a reconnu que l'agriculture avait été "négligée", depuis vingt-cinq ans, comme facteur de développement, alors que 75 % des populations les plus pauvres habitent les zones rurales. Son président Robert Zoellick a donc décidé que l'argent de la Banque privilégierait désormais l'accès à la terre, l'accès à l'eau et l'éducation des paysans. Exactement ce que préconisait l'agronome le plus célèbre de France.

# LES JEUNES ONT DEÇU PAUL BIYA OU L'ARGUMENT MASSU DES FOSSILES AU POUVOIR.

*Si Paul Biya accorde sa préférence aux croulants plutôt qu'aux jeunes pleins d'énergie, c'est, à en croire les fossiles indéfiniment en activité, parce que les jeunes auxquels il aurait fait appel, depuis qu'il est au pouvoir, n'auraient fait que le décevoir systématiquement.*

Qui n'a pas encore entendu cette assertion de la bouche des septuagénaires au pouvoir, est celui qui ne réside pas au Cameroun. C'est la soupe que l'on sert, à tout bout de champ, à quiconque s'interroge sur la curieuse manie de Paul Biya qui consiste à repêcher des fossiles à la retraite, pour les nommer à des postes clefs de la République. Alors, on se retrouve avec des personnages éternellement malades, évacués sanitaires chroniques, qui ne travaillent pratiquement plus, mais, dans le même temps, ne sont pas, pour autant, remplacés. Bien mieux, si d'aventure l'un d'eux en arrive à casser la pipe, on préfère laisser vacant, pendant longtemps, le poste que ce croulant occupait, plutôt que de le pourvoir par un jeune. Et au bout du compte, on déniche, de nouveau, un autre fossile, pour remplacer celui qui s'est éteint. C'est ce qui s'est produit à la tête de l'ONEI. Etrange logique que celle-là. Conséquence, on ne le dira jamais assez, le Cameroun est, actuellement, la République des vieux. Fait encore plus révoltant, il n'en a pas toujours été ainsi. Ce sont ceux-ci qui ont introduit cette politique, pour barrer, systématiquement, la voie aux jeunes.

## AHMADOU AHIDJO A 36 ANS, PAUL BIYA A 49 ANS : TROP JEUNES POUR ETRES PRESIDENTS ?

A s'en tenir à cette logique, Ahmadou Ahidjo, le premier président de la République ayant accédé à cette fonction à l'âge de 36 ans, et Paul Biya, le second, y ayant accédé à l'âge de 49 ans, étaient alors des nourrissons à la bouche encore pleine de lait et sans la moindre dent. Ça ne fait pas sérieux. Les vieillards d'aujourd'hui, sont les jeunes d'hier à qui Ahmadou Ahidjo attribuait de très hautes responsabilités, tout comme les Français, à travers Jean Ramadier, l'avaient désigné Premier ministre de l'Etat semi-autonome du Cameroun alors qu'il n'avait que 34 ans, laissant tous les croulants qui existaient à l'époque. Ce jeune homme au pouvoir, on l'a vu, a passé son temps à prendre des décisions hardies. Telle est la caractéristique de la jeunesse. Le risque. L'innovation. Le changement. L'aventure. Le Cameroun a ainsi été bâti, au pas de course, pendant ses dix premières années de l'indépendance. Puis, Ahmadou Ahidjo vieillissant, notre pays a sombré dans la sclérose. Il en est ressorti en 1982, avec l'avènement d'un autre jeune au pouvoir : Paul Biya. Celui-ci a véritablement changé le Cameroun, malgré son serment de fidé-

lité et de continuité à un homme désormais sans idées, et devenu, pour cela, conservateur, à savoir Ahmadou Ahidjo. Pour ce qui le concerne, les innovations apportées ont vite tari, à savoir, bien avant 1990. Lui, il est devenu, très rapidement conservateur. Le pays, sous son règne, a sombré, bien avant 1995, dans la sclérose, à un point tel que, lorsqu'il entreprend de dénoncer la léthargie, au Cameroun, il se garde bien de se désigner comme la personne qui secrète celle-ci, par le vieillissement beaucoup trop rapide de sa pensée.

## DES JEUNES BIEN TRIÉS

Paul Biya déçu par les jeunes ? Ok. Mais, quels jeunes ? Son vivier politique est le Rdpc, un " machin " qu'il se garde bien de transformer en parti politique digne de ce nom. Un " machin " où les jeunes qui s'y trouvent sont, pour la plupart, des félons. Ils ont, à des degrés divers, poignardé quelqu'un. Ils ont servi la République et le régime en perpétrant des coups-bas. Ils ont, pour la plupart, adhéré à des cercles ésotériques de manière tout à fait opportuniste : Franc-maçonnerie, Rose-croix, Templier, sans oublier le redoutable et ô combien dangereux " Eboka ". D'autres n'ont pas hésité, un seul instant, à devenir pédés, pour émerger. Ces jeunes à qui Paul Biya " a fait confiance ", selon l'expression consacrée, ne sont rien moins que la canaille du pays. Rien de surprenant à cela qu'il s'en plaigne, aujourd'hui. Des individus peu scrupuleux qui ont acheté le concours de l'Enam, et qui, dès le départ, n'avaient qu'une seule idée en tête, se transformer en braqueurs administratifs. Il faut les voir à l'œuvre. Un jeune magistrat, un jeune administrateur civil, un jeune inspecteur du trésor, un jeune inspecteur des douanes, etc, de moins de dix ans de service, parfois moins, se retrouve détenteur d'une fortune colossale, sans commune mesure avec sa rémunération de fonctionnaire sans qu'il soit inquiet. En conséquence, lorsque les pontes du régime prétendent que Paul Biya serait déçu par les jeunes, on est tenté de rétorquer que : oui, c'est le type de jeunes qu'il a choisi. Mais, dans le même temps, on est amené à s'interroger de manière cruciale : n'a-t-il pas fait exprès, pour ne pas se retrouver avec des personnes nettement moins âgées que lui, dynamiques, ambitieuses, vertueuses, patriotes, qui pourraient lui discuter, à terme le pouvoir ? Pourquoi lui il ne recrute que la canaille ? Grosse question que celle-là, n'est-ce pas ?